



The Code. Silicon Valley and the Remaking of America

Margaret O'Mara

New York, Penguin Press, 2019, 512 pages

Un pouvoir implacable et doux. La Tech ou l'efficacité pour seule valeur

Philippe Delmas

Paris, Fayard, 2019, 296 pages

Dans la tête de Mark Zuckerberg

Julien Le Bot

Arles, Solin/Actes Sud, 2019, 384 pages

Les grands acteurs américains de l'économie numérique – les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) – se trouvent dans une situation inédite. Entre, d'un côté, puissance financière et ambitions technologiques quasi illimitées ; et de l'autre, contribution à la polarisation de la vie politique et à l'amplification des fractures socioéconomiques en Occident, ces acteurs, et les implications de leur ubiquité, ne laissent pas indifférent. En 2020, au faite de leur puissance, les GAFAM n'ont pourtant jamais autant été remis en cause. Les trois ouvrages présentés ici abordent, de façon complémentaire, la mue de l'économie et de la puissance des États-Unis introduite par la Silicon Valley ; les défis que font peser les technologies numériques sur le pacte démocratique ; et la trajectoire d'un patron, Mark Zuckerberg, devenu le symbole autant de la réussite globale de la Valley que de ses pires dérives.

Avec *The Code*, l'historienne des États-Unis Margaret O'Mara entreprend une vaste fresque politique et humaine de la Silicon Valley. La force de l'ouvrage réside dans une déconstruction méticuleuse, par les faits, du récit longtemps en vogue selon lequel la Silicon Valley a pris son essor grâce à une poignée d'entrepreneurs pionniers mus par leur indifférence, voire leur détestation, vis-à-vis du pouvoir fédéral.

Or la terre qui a vu croître les entrepreneurs les plus iconiques doit beaucoup, selon l'auteur, aux investissements du Pentagone. Après la Seconde Guerre mondiale, c'est en effet dans le nord de la Californie que nombre de recherches académiques dans le domaine militaire s'effectuent sur les radars et les micro-ondes. Des fournisseurs du département de la Défense, comme Lockheed, s'enracinent alors dans cette région, où les terrains sont peu coûteux et où émerge une école d'ingénieurs. Stanford, située à 30 minutes de San Francisco, va renouveler le rêve américain grâce à la circulation du capital, des hommes et des idées, ainsi qu'à sa capacité à créer ses propres légendes. Les milliards de dollars du secteur militaire vont ainsi irriguer une nouvelle recherche académique, très proche des besoins d'entreprises naissantes. Le flux sera particulièrement fort après le vol de Spoutnik en 1957 : il s'agira alors de combler le retard technologique sur les Soviétiques. Dix ans plus tard, cette impulsion créera l'économie des semi-conducteurs, qui fera la fortune de nombreux entrepreneurs et donnera son nom à la Silicon Valley.

Cette Silicon Valley, que l'auteur dépeint avec lucidité, est un portrait à double face : d'un côté, des pseudo-rebelles passionnés par le défi intellectuel d'inventer des technologies sans demander la moindre aide de l'État ; de l'autre, des patrons de la *tech* et investisseurs sollicitant l'aide du gouvernement afin de maximiser leurs profits. Cette apparente contradiction reflète une évolution des orientations politiques des figures de la Silicon Valley. Dans les années 1980, lorsque les champions américains des semi-conducteurs se trouvent concurrencés par des acteurs japonais, les porte-voix de la Silicon Valley appellent l'État fédéral à agir pour relancer la compétitivité américaine (et maintenir le *leadership* technologique des États-Unis). Lorsque les fabricants de semi-conducteurs californiens (et aujourd'hui les médias sociaux) phagocytent leur marché, ils exigent de l'État qu'il reste en retrait ; mais lorsque ces mêmes acteurs subissent une rude concurrence internationale, comme avec le Japon dans les années 1980 et avec la Chine actuellement, ils revendiquent – au prétexte de la sécurité nationale – de recevoir subventions et protection politique.

Plusieurs travaux ont déjà été menés sur le rôle qu'a joué le complexe militaro-industriel dans les fondations de la Silicon Valley. Linda Weiss, avec *America Inc.?*, avait évoqué cette porosité entre le milieu de la *National Security* et le secteur technologique¹. Mais l'ouvrage de O'Mara vient apporter une touche « humaine » à cette histoire, en retraçant les parcours des individus qui ont contribué à bâtir la Valley.

Dans un essai didactique, Philippe Delmas met en garde contre le pouvoir de l'économie numérique qui s'affranchit des États comme du droit. Pour l'auteur, ancien dirigeant d'entreprise, loin de redistribuer le capital, les nouvelles technologies rompent le pacte démocratique fondamental qui veut que la richesse se répande. Cela fait longtemps que la Silicon Valley impose une vision du monde, le fantasme d'un univers connecté et ouvert, mais jusqu'ici les GAFAM s'en tenaient à un discours qui ressortait une utopie dans laquelle les technologies occuperaient une place déterminante, sans pour autant adopter des positions fermes et tranchées – quitte à s'arranger avec les pratiques de censure des régimes autoritaires. Aujourd'hui, leurs propos sont plus concrets, et sur des sujets d'actualité majeurs (éducation, emploi, etc.) où la technologie n'a en théorie pas de rôle direct à jouer. Ce positionnement permet à ces « États-plateformes » de se façonner une image d'organisations quasi-philanthropiques, avec des prises de position progressistes, d'affirmer leur puissance, et de faire oublier que leur pouvoir repose sur l'exploitation des données personnelles de trois milliards d'internautes dans le monde.

Le constat de Philippe Delmas se veut implacable : la *tech*, par sa nature même, menace les équilibres sociaux et économiques de nos sociétés. L'économie numérique se caractérise en effet par la formation d'oligopoles globaux et dissymétriques, qui posent de réels problèmes en termes de répartition de la richesse et de la puissance. Les grandes plateformes, en effet, ne profitent qu'à une infime minorité. Les « gagnants » sont ainsi ceux qui parviennent à s'insérer pleinement dans des écosystèmes dominés par l'innovation, en fournissant de nouvelles

1. L. Weiss, *America Inc.? Innovation and Enterprise in the National Security State*, Ithaca, Cornell University Press, 2014.

idées, des modèles économiques, des produits et des services, plutôt que ceux qui ne peuvent offrir que des compétences peu qualifiées, ou du « capital ordinaire ».

Ces dynamiques expliquent en partie pourquoi la technologie peut être perçue comme l'une des causes principales de la stagnation des salaires – ou même de leur baisse – par une majorité de la population des pays les plus développés. Pour l'auteur, la *tech* produirait même un résultat spectaculaire : depuis 2005, dans les 25 pays les plus avancés, les deux tiers des ménages ont vu le pouvoir d'achat de leurs revenus du travail baisser ou stagner, contre 2 % lors de la décennie précédente. Les gains de productivité de l'économie de la *tech* sont plus faibles que ceux de la révolution industrielle : elle crée donc moins de richesses, et délite le tissu social parce que les classes moyennes sont les plus touchées par ses effets. Une telle évolution de l'économie, où domine le principe du *winner takes all*, génère un sentiment croissant de désillusion et de frustration. Deux effets majeurs auraient pu être davantage développés : la modification en profondeur de la géographie sociale – et l'urbanisation – des pays développés, et la prégnance de l'enjeu éducatif.

Dans un essai dense et rythmé, le journaliste Julien Le Bot analyse les ressorts profonds de Mark Zuckerberg, fondateur et patron de Facebook. La plateforme, créée il y a seize ans, rassemble aujourd'hui plus de 2,7 milliards d'utilisateurs dans le monde², devenant presque l'« arbitre » du processus démocratique mondial. En trois ans, Facebook a vu s'enchaîner affaires, failles et scandales qui ont altéré son image et la confiance des utilisateurs. La plupart trouvent leur origine dans des choix arrêtés dans les années 2010 pour favoriser sa croissance, auxquels sont venues s'ajouter des erreurs techniques, comme la combinaison de *bugs* qui a permis à des pirates informatiques de subtiliser les données de 29 millions d'utilisateurs en septembre 2018. Cependant, un tournant politique est intervenu dès mars 2018, avec le scandale *Cambridge Analytica*. Un an plus tard, les parlementaires britanniques qualifiaient ce même acteur de « gangster du numérique » ; concomitamment, Chris Hughes, un des co-fondateurs de Facebook, appelait au démantèlement du réseau social.

À l'évidence, dissocier l'homme de sa créature est une entreprise délicate. Mark Zuckerberg a d'abord la particularité de diriger une organisation suffisamment puissante pour parler d'égal à égal avec bien des chefs d'État de la planète. C'est surtout un homme qui porte en armure un optimisme non feint, aux implications redoutables, et qui, selon l'auteur, relève en réalité d'une vision particulière : celle d'un monde où davantage de connexions et de partages des données personnelles conduisent inexorablement à rapprocher les individus, plutôt qu'à les diviser... Avec Facebook, Zuckerberg est surtout parvenu à construire la plus grande machine à publicité ciblée jamais imaginée. Par extension, Facebook est aussi devenu une gigantesque base de données pour les services de renseignement du monde entier, et un outil redoutable pour les groupes terroristes.

2. Ce chiffre s'entend de l'ensemble des applications Facebook, qui comprennent également WhatsApp, Messenger et Instagram.

L'auteur s'est immergé dans les prises de parole de l'entrepreneur, les évolutions des fonctionnalités de Facebook, les tentatives de régulation et leurs impacts, avant de parvenir à une première conclusion : il n'y a désormais plus de doute sur le fait que les réseaux sociaux et Facebook en particulier contribuent à parasiter le débat collectif. Les propos haineux, les fausses nouvelles, la radicalisation des discours, ne seraient aux yeux de Marc Zuckerberg que des troubles périphériques, qu'il serait possible de maîtriser par la technologie, en particulier par l'Intelligence artificielle. Le tableau qui se dessine à la lecture de l'ouvrage est bien différent. Zuckerberg se révèle en réalité incapable de comprendre qu'il joue à l'apprenti sorcier, en modérant les contenus *a minima*, en laissant une place disproportionnée aux algorithmes dans la mise en avant de contenu, et en ayant du mal à accepter que les contenus outranciers ne soient pas valorisés par sa plateforme en raison de leur potentiel à générer du trafic.

Loin de l'image du sociopathe partant à la conquête du monde, Zuckerberg apparaît dans ces pages comme un être complexe, tout en clair-obscur, certain d'être du bon côté de l'Histoire, dans laquelle la radicalisation de l'esprit du temps ne sera qu'une parenthèse, vite oubliée.

Julien Nocetti
Chercheur associé à l'Ifri,
enseignant-chercheur aux écoles de Saint-Cyr Coëtquidan

RELATIONS INTERNATIONALES

PASSEPORT DIPLOMATIQUE. QUARANTE ANS AU QUAI D'ORSAY

Gérard Araud
Paris, Grasset, 2019, 384 pages

À l'heure de la diplomatie publique, Gérard Araud a marqué les esprits par son tweet sur la victoire de Donald Trump («Après le Brexit et cette élection, tout est désormais possible. Un monde s'effondre devant nos yeux. Un vertige»). À l'heure des débats sur les orientations de politique étrangère, il est aussi connu pour être présenté – à tort selon lui – comme «grand prêtre» d'une «secte» néoconservatrice à la française. Gérard Araud a mené une carrière du plus haut niveau : directeur des Affaires stratégiques, de sécurité et du désarmement du Quai d'Orsay, ambassadeur en Israël (2003-2006), directeur général des Affaires politiques et de sécurité, secrétaire général adjoint du ministère des Affaires étrangères (2006-2009), chef de la mission française auprès des Nations unies (2009-2014), ambassadeur à Washington (2014-2019).

Ses mémoires paraissent tôt après la fin de son dernier poste. L'exercice était difficile, et le genre le «laissait sceptique», versant «facilement dans l'égoïsme et les potins». Il revient ici sur le métier de diplomate, les postes qu'il a occupés, et les sociétés qu'il a pu observer, comme en Israël. Dans ce panorama, les affaires atlantiques et moyen-orientales dominent. L'intérêt de l'ouvrage semble aller *crescendo*, avec dans la dernière partie des analyses américaines d'une grande clarté, souvent passionnantes. Des épisodes clés sont relatés avec nombre de coups de griffe, apprenant beaucoup au lecteur, comme sur la

première tentative de retour français dans le commandement intégré de l'OTAN, sous Jacques Chirac ; ou plus tard la nuit de la victoire de Trump ; ou la négociation sur le nucléaire iranien. Les analyses stratégiques abondent : Trump ne doit pas être traité comme une anomalie et «le pire est encore devant nous» ; l'entente franco-britannique aux Nations unies permet aux deux pays de peser plus que leur poids ; l'OTAN ne peut plus jouer le rôle unique de pilier de la relation transatlantique.

Gérard Araud a son franc-parler, ses préférences, ses combats. Il n'a aucune sympathie pour la direction Afrique du Nord-Moyen-Orient du Quai, ni pour ceux qu'il voit comme les tenants d'un prisme arabe. Leurs télégrammes sont «un florilège un peu écœurant de complaisance et d'aveuglement». La difficulté de la cohabitation entre diplomates et militaires tient souvent aux «stratégies d'évitement» des seconds. La victoire de 1989 a «suscité des sentiments mitigés» dans les couloirs du ministère, ce que confirmerait selon l'auteur la lecture de Jacques Attali ou d'Hubert Védrine. Le néoconservatisme triomphe-t-il au Quai d'Orsay ? «Il n'en est rien.» Claude Cheysson ? «Complaisant envers les dictateurs, tiers-mondiste archaïque et idéologue imperméable aux réalités.» Philippe Douste-Blazy «ânonnait d'un air morne» ses notes, qu'il «découvrait en face de son interlocuteur». Les homologues étrangers ne sont pas épargnés : l'Américaine April Glaspie «mentait comme un arracheur de dents.» Les mémoires de Dennis Ross (sur le processus israélo-palestinien) n'épargnent «aucun détail» mais n'ouvrent «aucune perspective». On ne s'ennuie pas.

Comme certains mémoires parus récemment – mais pas tous – ceux de Gérard Araud éclairent un fonctionnement

diplomatique, des processus de négociation, des aspects méconnus de sociétés étrangères. Avec la valeur ajoutée de l'œil de l'ambassadeur.

Frédéric Charillon

**THE BACK CHANNEL. A MEMOIR
OF AMERICAN DIPLOMACY AND THE CASE
FOR ITS RENEWAL**

William J. Burns

New York, Random House, 2019,
512 pages

Les mémoires du diplomate Bill Burns couvrent l'administration des cinq présidents qui ont précédé Trump. Ambassadeur en Jordanie de 1998 à 2001 et en Russie de 2005 à 2008, Burns est sous-secrétaire aux Affaires politiques de 2008 à 2011 et secrétaire d'État adjoint de 2011 à 2014. À ce poste, il négocie le traité nucléaire avec l'Iran (*Joint Comprehensive Plan of Action*, ou JCPOA), son principal fait d'armes.

Ses mémoires sont d'abord un récit des événements dont il a été le témoin depuis les bureaux de Foggy Bottom, ou les capitales étrangères. Reconnaisant les succès mais aussi les errements de la politique américaine, son livre sera précieux aux futurs historiens. Au National Security Council et au Policy Planning Staff dans les années 1990, il a suivi de près la gestion de la fin de l'URSS par G. H. W. Bush et W. J. Clinton face à Gorbatchev, Eltsine et Poutine. Il revient sur le malentendu de l'expansion de l'OTAN vers l'Est : les Russes ont pensé que les États-Unis s'engageaient à ne pas le faire ; mais côté américain, il ne s'est jamais agi d'une promesse.

Burns décrit ensuite la réaction de l'Amérique aux Printemps arabes de

2011 puis aux dérapages de la guerre civile en Syrie. Il déplore ici l'engouement excessif de certains responsables américains pour les changements de régime dans la région. Ainsi, le département d'État (*State Department*) s'opposait-il au renversement de Saddam Hussein en Irak ; mais à l'époque, le vice-président Dick Cheney et le Pentagone avaient pris le pas sur lui. Plus tard, les mêmes calculs devaient mener à la destitution de Kadhafi en Libye et de Moubarak en Égypte.

Les négociations secrètes avec l'Iran (d'où le titre du livre *Back Channel*, « canal alternatif ») sont également racontées, des premiers contacts de 2008 au démarrage des discussions en 2013, jusqu'à leur signature en juillet 2015. Burns a publié plusieurs éditoriaux depuis 2015 pour dénoncer la destruction du JCPOA par l'administration Trump.

L'auteur prend ensuite la défense du travail diplomatique, ce qui revêt un relief particulier à l'heure où le président se détourne ostensiblement de cet instrument, et où de nombreux postes du *State Department* restent non pourvus. Aux termes de *soft power*, *hard power* ou encore *smart power*, Burns joint celui de *quiet power* (le « pouvoir tranquille »), pour désigner le travail incessant, minutieux, rarement mis en valeur (à l'inverse des victoires militaires, par exemple) accompli par les diplomates de grande qualité qu'il a côtoyés. La politesse et la modestie de l'auteur, qui transparaissent sans arrêt dans ces pages, semblent de ce point de vue exemplaires.

Enfin, Burns propose une réflexion sur le rôle de la diplomatie et des États-Unis dans le monde. La conduite de négociations sur le long terme et dans l'intérêt du pays est primordiale dans un monde où les interactions

ne sont pas à somme nulle – une conception aux antipodes de celle de D. Trump. Si le «moment américain» des années 1990 est clos, les États-Unis conservent néanmoins la capacité d’agir pour le bien dans le monde, et se doivent donc de le faire. Burns conseille cependant au *State Department* de se montrer dans l’avenir moins attentiste et moins bureaucratique, mieux connecté politiquement, notamment avec le Congrès. Enfin, les diplomates devraient mieux communiquer sur leurs succès auprès du grand public américain. Dont acte.

Laurence Nardon

LE GLOBE ET LA LOI. 5 000 ANS DE RELATIONS INTERNATIONALES. UNE HISTOIRE DE LA MONDIALISATION

Jacques Huntzinger
Paris, Éditions du Cerf, 2019,
408 pages

Voilà un livre ambitieux, écrit par un professeur de droit, qui s’impliqua dans la réflexion internationale du Parti socialiste (PS) et publia un manuel sur les relations internationales en 1989, puis devint diplomate ; il fut notamment ambassadeur en Israël. Il raconte toute l’histoire des relations internationales depuis les empires d’Orient et l’espace chinois, décrit les mondialisations politique (la généralisation de la grammaire étatique), économique, sociale, culturelle et juridique, et analyse enfin les systèmes régionaux.

S’il n’affiche pas d’appareil critique, l’auteur cite souvent Kissinger, Brzeziński et Régis Debray, voire Thérèse Delpech en reprenant l’expression d’«ensauvagement» pour l’après-1905, ou Samuel Huntington

pour le «choc des civilisations», les «conflits civilisationnels» n’empêchant pas selon l’auteur «l’occidentalisation du monde». Sa définition de la puissance (force x volonté) est très aronienne. Il conteste l’expression de «monde liquide» et voit plutôt le monde comme un «sac de billes», parce que les États sont toujours au centre du jeu, même s’ils ont toujours été faibles dans certaines parties du monde (30 «vrais États», 150 «demi-États»). Le monde serait resté «profondément interétatique», avec toutefois un jeu important des entreprises, des organisations non gouvernementales (ONG), voire de certains individus : «L’État impotent, l’État impuissant, l’État faible, mais l’État depuis toujours et aujourd’hui partout.» Si la guerre classique entre les États aurait pratiquement disparu (l’auteur estime toutefois qu’il existe «une guerre économique totale des États-Unis contre la Chine»), un concert serait impossible entre «l’Amérique en crise d’autorité, la Russie en crise d’identité et la Chine en crise de croissance».

Une telle ambition en 400 pages amène forcément des raccourcis (le xx^e siècle est en définitive peu traité), des formules lapidaires qui broient la complexité, des sujets moins maîtrisés, et des erreurs (les Soviétiques présents à la conférence de Casablanca en janvier 1943, l’Inde devenue nucléaire pour contrer un Pakistan nucléaire...). L’approche historique utilise un vocabulaire assez périmé, puisqu’il est beaucoup question d’une Europe qui «féconde» les autres continents. Le culturalisme est à l’honneur, avec les «vraies nations» du Moyen-Orient (Égyptiens, Persans et Juifs), une nation étant «un peuple éveillé qui s’approprie un État», la Chine «trop chinoise pour être mondiale», la «Russie hybride, donc schizophrène», et surtout une

Afrique « toute neuve », « sans nations ni princes régaliens », secouée par une crise « profondément culturelle », les crises et guerres étant « presque toujours au départ des conflits ethniques ou claniques ». L'Iran, forte « de son âge et de son peuple », est comparée à l'Union soviétique, et pourrait être victime de sa surexpansion impériale.

Au total, le lecteur pourra ici trouver certaines synthèses et formulations intéressantes, et admirer l'ambition du projet, appuyé sur une longue carrière. La lecture ligne à ligne risque cependant d'être un peu difficile pour celui qui connaît peu, et quelque peu frustrante pour qui connaît mieux.

Pierre Grosser

HISTOIRE

MAUVAIS JUIF

Piotr Smolar
Paris, Éditions des Équateurs,
2019, 208 pages

Enquête de généalogie politique familiale, souvenirs et analyses d'un correspondant de presse à l'étranger, réflexions identitaires intimes : trois ouvrages s'emboîtent pour former *Mauvais juif*.

Le premier tisse les liens et les ruptures entre Hersh Smolar le grand-père, Aleksander le père, et le fils auteur du livre. Hersh, intellectuel et membre de mouvements de jeunesse communistes yiddishophones d'Union soviétique, s'engage dans la résistance juive armée du ghetto de Minsk pendant la Seconde Guerre mondiale. Écrivain

et poète d'un monde multilingue englouti par le nazisme, il aura tenté de toutes ses forces de rester fidèle au régime communiste de la Pologne après 1945. Mais cette fragile condition ne résiste pas longtemps. En 1968, son fils Aleksander, étudiant fougueux qui croit aux promesses de liberté du Printemps polonais, est rattrapé par la répression politique et le retour de l'antisémitisme d'État. Le grand-père finit par s'installer en Israël en 1971. Il y écrit ses mémoires en yiddish, publiées dans les années 1980. Piotr Smolar s'adresse directement à lui, et certains chapitres, comme des lettres *post mortem* à un aïeul dont il cherche à comprendre la vie et les choix, sont parmi les plus belles pages du livre.

Piotr Smolar a été correspondant du *Monde* à Jérusalem de 2014, été de la guerre de Gaza entre Israël et le Hamas, à 2019. Poste exposé, où chaque mot, chaque tournure de phrase publiés peuvent alimenter toutes récriminations et insultes dorénavant possibles en un clic par le biais des réseaux sociaux. L'intime et le professionnel se mêlent dans ce pays où son grand-père a vécu sans jamais s'enraciner. Le journaliste, qui ne parle pas l'hébreu et n'a pas eu d'éducation religieuse juive, relate ses impressions sur cette société qui n'est pas la sienne, mais pour laquelle il ressent des moments d'attachement, une empathie inquiète teintée d'étrangeté.

L'affaiblissement du discours libéral et démocratique israélien rend l'identification au pays de plus en plus difficile. L'admiration de Smolar pour les Israéliens minoritaires qui continuent de croire à une issue diplomatique du conflit, à la fin de l'occupation et de la colonisation des territoires palestiniens est forte. Sa plume détaille la beauté des paysages entre Méditerranée et Jourdain. Sans naïveté, il décrit ses

rencontres avec des officiels du Hamas qui tiennent d'une main de fer une bande de Gaza à la dérive. Les mots choisis sont précis, nuancés, justes. L'auteur revient sur les choix de son grand-père et de son père, mais aussi de sa sœur qui a renoué les fils de sa polonité par un engagement artistique dans une Pologne du *xx^e* siècle où s'entrechoquent les thèmes du livre : les mémoires de la Shoah et du communisme, la pente illibérale, et la vigueur d'un nationalisme ombrageux.

Smolar interroge ces choix en miroir des siens. Il relit d'un œil critique ses textes passés, et c'est une force du livre, comme lorsqu'il rappelle ses articles du *Monde* de 2006, alors qu'il couvrait l'enlèvement puis l'assassinat d'Ilan Halimi par le «gang des barbares», reconnaissant qu'il n'avait pas voulu voir toute la dimension antisémite du crime («de toute mon âme, à l'époque, je refusais d'admettre qu'une digue avait sauté»). Une lucidité réflexive rare en un temps où les certitudes proclamées valent convictions.

Un livre qui sait trouver un ton juste et une écriture captivante.

Samuel Ghilès-Meilhac

ÉCONOMIE

RAISE THE DEBT. HOW DEVELOPING COUNTRIES CHOOSE THEIR CREDITORS

Jonas B. Bunte
Oxford, Oxford University Press,
2019, 288 pages

Jonas Bunte, chercheur à l'université de Texas, étudie les sources de

financement externe des pays en voie de développement (PVD). Le point de départ de l'ouvrage est la diversité des structures de prêts de ces pays. Par exemple, le volume des prêts accordés par la Chine est très variable selon les États. Bunte démontre, de manière convaincante, que les rapports financiers établis entre États créanciers et emprunteurs dépendent autant des premiers que des derniers. Selon les intérêts dominants dans les PVD, les préférences diffèrent, ce qui vient modifier les flux internationaux des capitaux.

Bunte analyse les dynamiques internes des pays et avance un modèle avec trois groupes socio-économiques : travail, industrie, et finance. Chacun a ses préférences qui sont fonction des implications et conditions des prêts provenant de quatre types de créanciers : BRIC (Brésil, Russie, Inde, et surtout Chine), États occidentaux, créanciers privés, et organisations multilatérales. Ainsi, le groupe «travail» aura une préférence pour les prêts provenant des BRIC. La principale raison tient ici à la création potentielle de nouveaux emplois. D'autre part, ce groupe voit d'un mauvais œil les prêts des organisations multilatérales à cause des conditions qui leur sont souvent attachées, en particulier celles liées aux diminutions des dépenses publiques.

Au contraire, le groupe «finance» sera favorable aux prêts des organisations internationales ou à ceux des pays occidentaux, car ces prêts sont souvent accompagnés de conditions sur les politiques économiques favorables à la stabilité macroéconomique et à la valorisation des actifs financiers. En revanche, ce groupe sera opposé aux prêts provenant des BRIC, car ils constituent des concurrents

potentiels sur le financement des projets d'infrastructure.

Enfin, l'«industrie» manifeste également ses propres préférences. Ces différents groupes forment des coalitions et font pression sur leurs gouvernements. Par exemple, l'«industrie» et le «travail» peuvent être favorables aux prêts provenant des BRIC. Si cette coalition (appelée «corporatiste») est dominante, les prêts provenant de la Chine représenteront la part du lion. Selon la force d'organisation de ces coalitions, les responsables politiques se montreront plus ou moins conciliants.

Le livre de Bunte combine travail de terrain et analyses quantitatives. La première partie du livre est consacrée aux aspects théoriques et à trois études de cas. La recherche de terrain porte sur trois pays : l'Équateur, le Pérou et la Colombie. Tous trois ont des profils économiques proches, mais présentent des contrastes significatifs s'agissant des groupes dominants. Alors qu'en Colombie la coalition finance-industrie est très puissante, en Équateur la coalition dominante est la corporatiste. La Colombie préfère ainsi les prêts provenant des créanciers privés, alors que l'Équateur (qui a fait défaut sur ce type de dette sous Rafael Correa) préfère les financements chinois. La deuxième partie du livre se consacre à l'analyse quantitative. Les indicateurs utilisés pour mesurer la force de chaque groupe et leur capacité à s'organiser sont discutables mais, globalement, les résultats sont robustes. Néanmoins, l'instabilité des coalitions et l'incertitude géopolitique actuelle peuvent modifier radicalement les sources de financement de certains pays.

Juan Flores Zendejas

DISCIPLINER LA FINANCE

Patrick Artus

Paris, Odile Jacob, 2019,
208 pages

DARKNESS BY DESIGN. THE HIDDEN POWER IN GLOBAL CAPITAL MARKETS

Walter Mattli

Princeton, Princeton University
Press, 2019, 264 pages

Depuis la crise de 2008, de nombreux travaux ont mis en cause le poids exorbitant de la finance dans nos sociétés. Les livres de W. Mattli et P. Artus (respectivement professeur à Oxford et chef économiste de Natixis) s'inscrivent dans cette tendance, mais avec des approches différentes.

W. Mattli étudie la structure et la composition du New York Stock Exchange (NYSE). Il montre comment la principale Bourse américaine a longtemps été composée de maisons de courtage de taille modeste, préoccupées avant tout par leur réputation. Leur mode de gouvernance reposait sur une véritable éthique, un contrôle rigoureux des opérations de Bourse, et une réelle capacité à lutter contre les conflits d'intérêts.

L'autorisation accordée aux grandes banques de devenir membres du NYSE en 1971 marque un vrai changement de paradigme. Les établissements financiers renforcent leur emprise sur la Bourse new-yorkaise, avant de l'affaiblir en exécutant, en interne, les ordres de Bourse de leurs clients. Le NYSE réplique en relâchant ses règles de gouvernance. Le résultat est un dysfonctionnement croissant des marchés financiers américains. Depuis la décennie 2000, les conflits d'intérêts s'aggravent, les prix de marché sont

manipulés et, du fait des nouvelles technologies (telles que le *trading* haute fréquence, THF), les asymétries d'information se multiplient au profit des plus gros investisseurs. Le pouvoir de sanctions limité des régulateurs ne permet pas de réduire les comportements délinquants.

L'ouvrage de P. Artus constitue le complément et le prolongement macro-économique de l'analyse de W. Mattli. Couplées au phénomène de globalisation financière, la dérive de la finance américaine et sa concentration entre les mains de quelques banques systémiques ont profondément déstabilisé l'économie mondiale. La volatilité et la procyclicité des mouvements de capitaux n'ont cessé de s'accroître. Les effets de contagion en cas de crise financière ont été exacerbés. L'interdépendance des économies américaine et chinoise a abouti à une circulation inefficace des capitaux, les réserves de change chinoises servant à acheter des placements sans risque comme les bons du Trésor américains.

Même si la taille de la finance dite complexe (produits structurés et dérivés) s'est réduite depuis dix ans, les dettes publiques et privées, aussi bien que les capitalisations boursières, ont, elles, continué de gonfler. L'une des principales causes est la poursuite de politiques monétaires expansionnistes par les banques centrales occidentales, japonaise et chinoise. Une dépression majeure a pu être évitée, mais le système monétaire et financier international apparaît très fragile.

Les solutions avancées par les deux auteurs consistent à mettre quelques grains de sable dans la finance internationale. W. Mattli défend la limitation et la taxation du THF, la concentration des Bourses

et le durcissement de leur régulation, l'alourdissement des sanctions et peines infligées aux financiers voyous. Pour P. Artus, il faudrait un recours modéré aux contrôles de capitaux, des politiques monétaires plus contracycliques et une taxation des instruments financiers les plus liquides. Ces propositions vont dans le bon sens, mais ignorent le problème des banques *too big to fail*.

Norbert Gaillard

LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE ET LA CRISE DE L'EURO

Lucrezia Reichlin

Paris, Fayard, 2019, 96 pages

Vous n'êtes pas spécialiste d'économie financière mais souhaitez pourtant comprendre quelque chose au feuilleton des vicissitudes de la zone euro depuis 2007 ? Voilà 96 pages (en petit format et grande police) qui vous permettront enfin de saisir les « faits stylisés » de la crise de l'Union monétaire européenne, ses causes et ses enseignements. Cet opuscule retranscrit la leçon inaugurale de la Chaire européenne du Collège de France, tenue en 2018 par Lucrezia Reichlin : professeur à la London Business School, ancienne directrice du département de la recherche à la Banque centrale européenne (BCE), l'économiste italienne a toute légitimité pour reparcourir, avec compétence et autorité, les événements très clivants qui ont marqué l'histoire européenne récente.

Le point de départ de Reichlin est le constat que l'architecture institutionnelle de la zone euro a été le produit d'un consensus intellectuel par la suite

largement dépassé par les faits. Les trois piliers du traité de Maastricht (indépendance de la Banque centrale ; focalisation exclusive de l'autorité monétaire sur la stabilité des prix ; interdiction absolue de la monétisation des dettes souveraines) se sont révélés des chimères depuis le début de la crise, qui a brouillé les limites entre stabilité monétaire et stabilité financière, et entre politique monétaire et politique budgétaire.

La BCE s'est alors retrouvée dans la nécessité de devoir « réinterpréter » de manière assez créative les rigides contraintes qui avaient été gravées dans le marbre à Maastricht. Reichlin passe en revue les quatre initiatives majeures prises par la Banque depuis 2007 : deux de ces initiatives (les injections massives de liquidités aux banques en 2007-2009 et l'annonce d'un programme d'achats illimités de dettes souveraines en 2012) ont été des succès ; alors que les deux autres (la mise en œuvre d'un programme d'achats limités de dettes souveraines en 2010 et l'introduction d'opérations de refinancement à long terme des banques en 2012) ont été des échecs.

Selon l'économiste, ce qui explique le succès des unes et l'échec des autres, est la crédibilité des engagements pris par la BCE. Alors que, pour les deux premières initiatives, la Banque pouvait s'appuyer sur un cadre juridique désormais stabilisé, cela n'était pas le cas pour les deux dernières (le Mécanisme européen de stabilité n'ayant été introduit qu'en 2012, et l'Union bancaire demeurant incomplète encore aujourd'hui). Conclusion : ce n'est qu'en achevant le rééquilibrage de l'architecture institutionnelle « boîteuse » conçue à Maastricht (politique monétaire fédérale, politiques

budgétaires nationales) que la zone euro parviendra enfin à enrayer tout risque d'une nouvelle impasse de sa gouvernance économique.

Tout lecteur intéressé profitera grandement de ce petit ouvrage, qui met enfin de l'ordre dans les événements tumultueux de ces dernières années. Si la destination à atteindre par la zone euro y est clairement montrée, le chemin à parcourir n'y est cependant pas dévoilé. L'« idéologie » de Maastricht n'était-elle pas la feuille de vigne dissimulant la précise volonté des gouvernements nationaux de ne pas se dessaisir de la souveraineté budgétaire ? Et cette « ligne rouge » ne demeure-t-elle pas tout entière aujourd'hui, empêchant ainsi toute avancée qui ne serait imposée par l'urgence ?

Stefano Ugolini

LA FACE CACHÉE DE L'ÉCONOMIE, NÉOLIBÉRALISME ET CRIMINALITÉS

Clotilde Champeyrache
Paris, Presses Universitaires
de France, 2019, 304 pages

Clotilde Champeyrache s'intéresse ici aux liens existant entre néolibéralisme et développement de la criminalité organisée (trafics de drogue, d'êtres humains, prostitution, fraude fiscale, contrefaçons...) : la théorie économique moderne serait mal armée pour étudier les phénomènes criminels, dont elle favoriserait par ailleurs l'émergence. L'approche retenue présente de multiples exemples de dérives criminelles, notamment liées aux mafias italiennes.

Dans la première partie de l'ouvrage, Clotilde Champeyrache s'attache à

montrer que les économistes ne prêtent que peu d'attention aux activités illégales, dont le néolibéralisme favoriserait, selon elle, l'émergence. Le propos ne manque pas d'intérêt, notamment lorsqu'il aborde des questions telles que les logiques d'action des groupes criminels, qui peuvent avoir recours à des pratiques non rentables (comme le racket) pour asseoir leur puissance à long terme. Mais cette partie de l'ouvrage s'avère peu convaincante : l'auteur y présente surtout une critique générale du néolibéralisme, qui favoriserait la création de richesse au mépris du droit et de l'éthique. Cette partie du livre s'apparente plus à un essai politique qu'à une analyse économique.

Le lecteur aurait cependant tort de ne pas poursuivre sa lecture, la deuxième moitié de l'ouvrage s'avérant passionnante. Clotilde Champeyrache, dans la lignée de ses excellents ouvrages précédents dédiés à la mafia, y présente un panorama stupéfiant de l'infiltration de l'économie réelle par les organisations mafieuses. Les exemples illustrent les techniques employées pour blanchir l'argent ; comment les secteurs du BTP, du tourisme et du commerce sont particulièrement pénétrés par des organisations mafieuses ; et pourquoi il ne peut exister de mafieux repentis. La lecture permet d'ouvrir les yeux sur un pan de l'économie et de la société dont on ne soupçonne souvent pas l'existence. Le lecteur ne regardera plus jamais les prisons, ports, et zones minières (lieux susceptibles d'abriter des activités illégales) de la même manière.

La force de la seconde partie de l'ouvrage réside dans sa capacité à montrer à quel point la frontière entre les économies légale (*upperworld*) et illégale (*underworld*) s'avère aussi floue que poreuse, ce que les groupes

criminels ne manquent pas d'exploiter. Certaines facettes des activités mafieuses peuvent prendre une forme légale (par exemple la production de béton, qui permet de contrôler les activités de construction sur un territoire). À l'inverse, certaines opérations illégales, ou à la limite de la légalité, peuvent être réalisées par des personnes bien insérées dans les circuits économiques légaux (par exemple dans le cas de la fraude fiscale).

L'ouvrage de Clotilde Champeyrache recèle nombre de pépites (notamment dans ses exemples consacrés à la mafia italienne), même si certains des passages consacrés aux méfaits supposés du néolibéralisme s'avèrent décevants. En refermant le livre, le lecteur pourra avoir l'impression qu'il a lu à la fois une critique (politique) du néolibéralisme et un exposé (économique) passionnant sur diverses formes mal connues de criminalité. La finesse et la clarté de l'exposé des parties du livre consacrées à la criminalité organisée en font un ouvrage de référence pour tous ceux qui s'intéressent à l'impact de celle-ci sur l'économie.

Agathe Demarais

SÉCURITÉ/STRATÉGIE

SURROGATE WARFARE. THE TRANSFORMATION OF WAR IN THE TWENTY-FIRST CENTURY

Andreas Krieg et Jean-Marc Rickli
Washington, Georgetown University
Press, 2019, 248 pages

Les ouvrages sur la transformation de la guerre ressemblent souvent à

un exercice de style visant à infirmer ou confirmer les vues de Clausewitz sur les relations entre un gouvernement, un peuple et une armée. Le livre d'Andreas Krieg et de Jean-Marc Rickli ne constitue pas une exception, les auteurs proposant un nouveau concept, une «nouvelle trinité», dans une démonstration avec laquelle on pourra ne pas être d'accord, mais qui s'appuie sur une réflexion nourrie, claire et agréable à lire.

Le postulat de départ des auteurs décrit le monde actuel dans un double mouvement : l'affaiblissement de l'État comme acteur légitime des relations internationales, et l'évolution de la violence armée avec de nouveaux moyens pouvant obtenir des effets stratégiques sans recourir forcément à des capacités destructrices et cinétiques. Ils y associent le retour de la guerre par procuration ou par substitut (*surrogate*), dans laquelle un commanditaire délègue à un autre acteur, étatique ou non étatique, reconnu ou pas, la capacité de mener la guerre à sa place. Le concept en soi n'est pas récent, mais les auteurs jugent que le *xxi*^e siècle accélère cette tendance à «l'externalisation du fardeau de la guerre», du fait des limites toujours plus floues entre paix et guerre, de l'émergence de conflits hybrides, dans un environnement saturé par les médias et qui pose la question de l'action internationale en général, et de l'action militaire en particulier.

En sept chapitres, Rickli et Krieg reviennent sur les origines historiques et l'environnement géostratégique actuel avant de poser leur concept d'une «néo-trinité». Selon eux, les liens entre les citoyens, le gouvernement et l'armée doivent être revus, face à une distance et une

incompréhension accrues – et volontairement créées – entre les citoyens et la façon dont l'État organise leur sécurité et leur défense. Le retour à un schéma caractéristique de l'époque moderne serait permis par le rôle que joueraient les nouvelles technologies, qui «mettent à distance» (il faut lire les analyses sur les drones et le cyber), et s'apparentent de fait à des «substituts technologiques». Les chapitres 5 et 6 renforcent cette impression, en soulignant combien le degré de procuration conduit à un degré d'autonomie et de dépendance des acteurs, avec les risques (notamment politiques et éthiques) associés.

Trois interrogations surgissent à la lecture de cet essai. La première tient à la nécessité de bâtir un nouveau modèle («une néo-trinité»), alors que la procuration pourrait être vue comme une pratique ne remettant pas en cause les fondements théoriques de Clausewitz. Le second problème tient au prisme technologique, aux nouvelles formes de guerre à distance (le drone), et au déni de responsabilité (le cyber), quand on observe que les conflits actuels se jouent aussi au contact des réalités du terrain. Enfin, l'externalisation de la guerre n'autorise pas les acteurs étatiques à mener une véritable guerre à bas bruit, du fait des mécanismes démocratiques des États occidentaux, et de l'environnement médiatique – pourtant largement cité.

Cet ouvrage n'en reste pas moins un essai stimulant, offrant un vrai débat sur ce qu'est la guerre aujourd'hui, notamment autour des enjeux éthiques et juridiques liés aux révolutions technologiques, en cours et à venir.

Guillaume Lasconjarias

THE CULTURE OF MILITARY ORGANIZATIONS

Peter R. Mansoor

et Williamson Murray (dir.)

Cambridge, Cambridge University Press, 2019, 480 pages

L'existence de styles nationaux en matière stratégique et militaire était déjà objet de débats à l'époque de Xénophon. Pour autant, le concept de culture ne s'est réellement imposé dans le champ des études sur la guerre que depuis la fin des années 1970, avec les travaux de Russell Weigley sur la culture stratégique américaine.

L'ouvrage dirigé par Peter R. Mansoor – ancien officier de l'armée américaine, historien et professeur associé à l'Ohio State University – et Williamson Murray, lui aussi historien et professeur dans la même institution, rassemble les actes d'une conférence qui s'est tenue dans cette université le 29 septembre 2017. Le livre a pour ambition, au travers de seize cas d'études, d'examiner comment et pourquoi la culture des organisations militaires a un effet sur leurs performances au combat.

En parcourant le sommaire, on constate d'abord un déséquilibre prononcé au profit des sujets anglo-américains. Dix des seize contributions sont consacrées aux forces armées américaines et britanniques. Cette domination est totale pour les forces aériennes et maritimes, avec exclusivement des contributions sur ces deux pays. L'introduction de Mansoor et Murray et la première partie du livre, avec une contribution sur la culture et les organisations militaires, et une autre de David Kilcullen sur la culture stratégique, cherchent à poser les bases théoriques du débat. Elles n'y parviennent pas véritablement faute,

en particulier, de mobiliser la littérature récente sur ces sujets.

La deuxième partie du livre, consacrée aux forces terrestres, est aussi la plus volumineuse (onze contributions sur seize). Elle s'ouvre sur deux développements sur la guerre de Sécession, puis enchaîne des contributions sur les armées allemande (1871-1945), indienne (1900-1947), britannique (période victorienne et 1914-1945), japonaise (1918-1945), soviétique (1917-1945), israélienne (centrée sur ses origines), américaine (1973-2017) et irakienne (1921-2003). La qualité des contributions est inégale. Celle sur l'armée allemande est particulièrement décevante ; d'autres sont de bonnes synthèses nuancées comme les écrits de P. Mansoor sur l'US Army ou ceux de Kevin M. Woods sur l'armée irakienne, qui montrent notamment que la création par le parti Baas d'organisations militaires parallèles a eu un effet désastreux sur l'efficacité au combat.

Les troisième et quatrième parties du livre, beaucoup plus courtes, sont dédiées aux forces maritimes et aériennes. On y retrouve des développements sur les armées de l'Air britannique (1918-1945) et américaine (1947-2017), les marines britannique (1900-1945) et américaine (1945-2017), ainsi que sur le corps des *marines* (1973-2017), Allan R. Millet dressant un intéressant portrait d'une organisation en lutte pour maintenir l'équilibre entre deux cultures qui coexistent en son sein : celle du guerrier, et celle qui dérive de son caractère de plus en plus technologique.

Même s'il offre quelques bonnes synthèses, cet ouvrage reste décevant au moins à trois titres : sa trop forte focalisation sur des sujets anglo-américains,

l'inégalité des contributions, et la non-prise en compte d'une bonne partie de la littérature récente sur la culture des organisations et l'efficacité militaire.

Rémy Hémez

**REPENSER LES STRATÉGIES NUCLÉAIRES.
CONTINUITÉS ET RUPTURES. UN HOMMAGE
À LUCIEN POIRIER**

Thomas Meszaros (dir.)

Bruxelles, Peter Lang, 2019,

488 pages

Repenser les trajectoires historiques et intellectuelles des stratégies et des armes nucléaires dans les relations internationales : voici l'ambition de cet ouvrage, issu d'une journée d'études organisée en 2015 par le dynamique Centre lyonnais d'études de sécurité internationale et de défense (CLESID), et consacrée au général Lucien Poirier, disparu voici déjà sept ans. En dépit de son titre, il n'est pourtant ni une ode à la pensée stratégique de ce dernier, ni véritablement un *liber amicorum* qui lui serait dédié.

Le sous-titre «Un hommage à Lucien Poirier» – officier-général connu pour avoir été un infatigable pédagogue de la cause nucléaire, pour la rigueur de son argumentation et ses talents didactiques dans les milieux universitaire et militaire – se justifie surtout par l'objet de l'ouvrage : l'étude des crises et des problématiques nucléaires dans le sillage des travaux séminaux du général entrepris dans le cadre du Centre de prospective et d'évaluations du ministère de la Défense, puis à la Fondation pour les études de défense nationale.

Avec une vingtaine de contributions et une belle préface signée par Louis

Gautier, ancien Secrétaire général de la Défense et de la Sécurité nationale, ce livre touche moins la stratégie, au sens de la définition bien connue de Lucien Poirier – «aux racines de l'action collective finalisée en milieu conflictuel» – que les relations internationales, champ de recherche à qui il reprochait d'être scientifiquement peu rigoureux. On pourrait au demeurant se demander si un texte consacré à ces dernières ne manque pas dans la réflexion du général...

Pour autant, cet ouvrage est à la hauteur de son désir de reconnaissance pour le général Poirier, d'autant qu'il n'affiche nul sectarisme, ni dans le profil des contributeurs (des nucléaristes les plus convaincus, comme François Géré, disciple du général, aux pacifistes anti-nucléaires, comme Jean-Marie Collin), ni dans les sujets traités (même si examiner la problématique nucléaire dans sa totalité était évidemment irréalisable).

Les problématiques liées au nucléaire dans les relations internationales ont ceci d'original que, depuis 1945, elles n'ont jamais quitté l'ordre du jour stratégique. Qu'il s'agisse des universitaires ou des *think tankers*, ou de l'institution militaire – bien qu'on puisse regretter que même à l'heure actuelle le ministère des Armées ne parvienne guère à faire émerger une génération d'officiers réfléchissant et publiant sur ces questions : coïncidence ou non, il n'y a pas un seul militaire dans les contributeurs à cet ouvrage –, ou encore des activistes anti-nucléaires, ce thème reste résolument d'actualité, et consubstantiel à la sécurité internationale actuelle.

Destiné à un public maîtrisant le vocabulaire parfois difficile et subtil de la pensée et du discours stratégiques,

cet ouvrage marque une étape dans la reconnaissance de la « dette morale » que les stratèges (et stratégestes) de notre pays ont vis-à-vis du général Lucien Poirier. On formera ici le vœu qu'il ouvre la voie à d'ultérieures recherches qui lui seront consacrées.

Matthieu Chillaud

TERRORISME

LE JIHADISME FRANÇAIS. QUARTIERS, SYRIE, PRISONS

Hugo Micheron

Paris, Gallimard, 2020, 416 pages

Le Jihadisme français est tiré d'une thèse de doctorat réalisée sous la direction de Gilles Kepel à l'École normale supérieure. Son auteur, Hugo Micheron, a conduit un travail d'enquête considérable, notamment en milieu carcéral où il a pu échanger avec 80 djihadistes. Le livre est divisé en trois parties – quartiers, Syrie et prisons – qui correspondent aux principaux espaces de diffusion du djihadisme contemporain à la française.

Dans la première partie, H. Micheron décrit la manière dont des enclaves « salafite-fréristes » se sont développées dans l'agglomération toulousaine à partir de la fin des années 1990 et ont constitué un terreau fertile pour l'émergence de djihadistes parfois rompus à la délinquance. Le rôle du « phalanstère » d'Artigat, fréquenté par les frères Clain et Mohamed Merah, est analysé précisément. La focalisation sur l'écosystème toulousain est justifiée par le caractère « idéal-typique » des dynamiques à l'œuvre dans cette zone. Il aurait néanmoins pu être utile d'élargir le champ d'investigation, ce qui aurait permis d'éviter

une erreur factuelle : le « premier « martyr » djihadiste français en Irak » ne date pas de 2006 et n'était pas Toulousain (p. 68). Plusieurs Français – membres de la filière des « Buttes Chaumont » – sont en effet morts à Falloujah en 2004, dont Redouane el-Hakim. Détailler le parcours du frère de ce dernier – Boubakeur el-Hakim, qui a fomenté des attaques en Tunisie en 2013 avant de rejoindre Daech en Syrie – aurait aussi permis d'intégrer davantage un quatrième espace – le Maghreb – dans la géographie du djihadisme esquissée par H. Micheron.

Dans la deuxième partie, l'auteur établit une typologie des djihadistes français en Syrie. Il en profite pour déconstruire une idée reçue : loin d'être des ingénus épris d'action humanitaire, les *pionniers* arrivés dès 2012 étaient des militants endurcis qui se distinguaient « par leur expérience et leur investissement de longue date au service de la cause » (p. 150). Les *cadres* ont quant à eux rejoint le Châm à partir de l'été 2013. Ils sont plus jeunes et « moins chevronnés » que les pionniers dont ils constituent l'entourage élargi. Les *opportunistes* forment la dernière catégorie, celle arrivée en Syrie après la proclamation du califat à l'été 2014. Ce sont pour beaucoup des néophytes, séduits par la propagande de Daech sur Internet.

La troisième partie est dédiée à l'univers carcéral qui apparaît comme « l'espace clé de la recomposition » (p. 254) de la mouvance djihadiste après le délitement territorial de l'État islamique. Si l'auteur surévalue le nombre de « revenants [de Syrie] en cellule » (p. 320) – ils ne sont pas 500 mais environ 150 – le fond de son analyse est néanmoins correct. Trois points méritent particulièrement d'être notés. Tout d'abord, les djihadistes sont devenus suffisamment nombreux dans certains établissements pour prendre l'ascendant sur les autres prisonniers. Ensuite, loin d'être un espace hermétique, la prison communique

avec le reste de la société : ainsi, les détenus djihadistes ne sont pas coupés de leur environnement social. Enfin, certains de ces détenus profitent de leur incarcération pour approfondir leurs connaissances et théoriser la prochaine phase du djihad. L'approche de ces « doctrinaires » est résumée par l'auteur en une formule : « salafiser l'islam, djihadiser le salafisme » (p. 342).

En somme, ce livre est amené à devenir une référence sur le djihadisme en France. Le diagnostic posé est inquiétant. Reste à trouver des solutions.

Marc Hecker

ROAD WARRIORS. FOREIGN FIGHTERS IN THE ARMIES OF JIHAD

Daniel Byman

Oxford, Oxford University Press,
2019, 384 pages

Daniel Byman est professeur à l'université de Georgetown et chercheur spécialisé sur le terrorisme à la Brookings Institution. Son *Road Warriors* est la première histoire des filières djihadistes acheminant des combattants étrangers vers des zones de guerre. Cet ouvrage est organisé de manière chronologique et analyse les principaux théâtres où Al-Qaïda, puis Daech, ont prospéré, de l'Afghanistan dans les années 1980 à la Syrie d'aujourd'hui. Chaque chapitre met par ailleurs l'accent sur une personnalité marquante comme Barbaros en Bosnie, Khattab en Tchétchénie ou Zarqawi en Irak.

Il ressort clairement que le djihad en Syrie a battu tous les records, avec plus de 40 000 volontaires étrangers dont 6 000 originaires des pays occidentaux. La facilité d'accès à la zone, l'ampleur de la propagande sur Internet et les

effets de réseau contribuent à expliquer l'importance du flux. En comparaison, le djihad en Somalie aurait attiré 1 500 à 2 000 combattants étrangers, dont environ 200 d'Europe et 40 des États-Unis.

La France est souvent citée dans ce livre. De tous les pays occidentaux, elle est celui qui a produit le plus de djihadistes en Syrie, mais aussi en Bosnie vingt ans plus tôt. Avec cette différence que les djihadistes français se comptaient par dizaines dans les années 1990, alors que la barre des 1 000 a largement été franchie à l'apogée de Daech. Byman critique la manière dont les autorités ont géré ces individus. Un passage interpelle particulièrement : « La France travaille même avec les forces kurdes de Syrie pour que les ressortissants français soient jugés localement, ce qui aboutit généralement à l'exécution des combattants. Elle prétend honteusement qu'il s'agit d'une forme de procès équitable. » L'accusation est grave, et aurait mérité d'être davantage étayée.

Une partie des djihadistes ayant combattu à l'étranger finit inévitablement par revenir. Byman nuance la dangerosité de ces « revenants ». Seule une petite minorité essaie de perpétrer des attaques à son retour, et bien souvent ces tentatives sont déjouées par les services spécialisés. Aux États-Unis, le dernier attentat réussi par des djihadistes s'étant entraînés à l'étranger remonte au 11 septembre 2001. Ce constat amène l'auteur à affirmer que les « velléitaires » empêchés de quitter le territoire national sont souvent plus dangereux que les djihadistes ayant réussi à rejoindre un groupe terroriste à l'étranger.

Dans son dernier chapitre, Byman esquisse des pistes pour mieux combattre les filières. Pour ce faire, il

distingue six étapes dans le « processus de production » des djihadistes : la radicalisation, la décision, le voyage, l'entraînement, le retour, et la planification de l'attentat. Chaque étape offre des opportunités aux pouvoirs publics pour interrompre ce processus. Si toutes les contre-mesures échouent jusqu'au retour, les autorités doivent alors évaluer précisément la dangerosité de chaque revenant, et mettre en œuvre un panel d'actions allant de la coercition à la réinsertion. La surveillance à temps plein d'un revenant coûterait près de 7,5 millions de dollars par an.

Road Warriors n'invite guère à l'optimisme. Les précédents djihadis ont laissé derrière eux une longue traîne de violence. Compte tenu de son ampleur, il est probable que le djihad en Syrie produise durablement des effets néfastes.

Marc Hecker

VOYAGE AU CŒUR DE BOKO HARAM. ENQUÊTE SUR LE DJIHAD EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Seidik Abba et Mahamadou

Lawaly Dan Dano

Paris, L'Harmattan, 2019, 96 pages

Depuis la mutation, en 2009, de la secte Boko Haram en une impitoyable machine de guerre, le conflit initialement confiné au territoire de la confédération nigérienne, et plus précisément des États du Yobe, de l'Adamawa et du Borno, s'est étendu progressivement aux pays voisins, Cameroun, Tchad et Niger. Le conflit a déjà causé des dizaines de milliers de victimes, 27 000 selon les auteurs, plus de 40 000 selon d'autres sources, en grande majorité au Nigeria. Ces victimes ont été causées

à la fois par le mouvement djihadiste (scindé depuis en deux entités¹) mais également par les forces armées nationales, et principalement l'armée nigérienne et ses supplétifs (*Civilian Joint Task Force*).

Cet ouvrage se penche en particulier sur la partie nigérienne du conflit, même si d'évidentes continuités anthropologiques et économiques lient fortement le sud-est du Niger et le nord-est du Nigeria – ce qui explique que le Niger fut concerné par le conflit bien avant que n'advienne la première attaque de Boko Haram sur son territoire. Niamey a depuis lors mis en place une stratégie contre-insurrectionnelle dans la région de Diffa, qui s'appuie sur une réponse militaire mais également sur des déplacements forcés de villages (pour assécher le recrutement) et la fermeture de la frontière pour couper les finances du mouvement djihadiste par la rupture des importants flux commerciaux de la zone.

L'une des dimensions de cette politique a été la mise en place fin 2016 d'un processus de démobilisation/déradicalisation/réinsertion pour les membres du groupe souhaitant le quitter. L'un des auteurs de l'ouvrage, M. L. Dan Dano, est d'ailleurs l'un des initiateurs de ce programme, appelé *Repentir contre Pardon*. C'est dans ce contexte que le livre est né, l'idée étant de donner la parole à des « repentis », et de montrer, grâce à la vingtaine de témoignages, la diversité des parcours. Ces témoignages

1. Le Boko Haram d'Abubakar Shekau rayonne surtout à partir du Borno, et en particulier de la forêt de Sambisa. L'Islamic State in West Africa Province (ISWAP) dirigé par Abu Musab Al-Barnawi est quant à lui principalement installé sur le lac Tchad et ses nombreuses îles.

sont judicieusement regroupés en plusieurs sections, qui éclairent différentes dimensions du phénomène : modes d'embrigadement ; instruction militaire et tactiques de combat ; écart entre le discours politico-religieux et le management interne du groupe, qualifié « d'escroquerie morale » par l'un des repentis ; et *business model* du mouvement.

L'apport du livre consiste à proposer au lecteur des sources de première main et une vision « par le bas » du mouvement djihadiste. En cela, il complète très utilement la littérature existante. Quelques réserves peuvent cependant être formulées : la faiblesse de la contextualisation – la lecture de l'ouvrage nécessite en effet des prérequis ; une bibliographie qui ne rend pas justice aux publications sérieuses sur Boko Haram, notamment aux deux colloques organisés à l'université de Diffa sur ce sujet ; la brièveté des témoignages proposés, frustrante : sans doute de véritables « récits de vie » auraient-ils apporté un matériau plus riche. Enfin, on aurait souhaité disposer d'un retour d'expérience sur ce programme *Repentir contre Pardon*, initiative intelligente de Niamey mais qui n'a malheureusement pas donné, selon des sources locales, beaucoup de résultats.

Alain Antil

LE DÉSERT ET LA SOURCE. DJIHAD ET CONTRE-DJIHAD EN ASIE CENTRALE

René Cagnat
Paris, Éditions du Cerf, 2019,
376 pages

Cet ouvrage a le mérite d'aborder la région comme un ensemble pluriel mais

surtout comme « une communauté de civilisation, une proximité linguistique, un même destin historique », du Xinjiang à l'Afghanistan en passant par les cinq républiques post-soviétiques d'Asie centrale.

L'auteur, à travers ses pérégrinations, a pu constater la montée progressive et insidieuse des islamismes radicaux en Asie centrale. Il pointe du doigt les influences saoudiennes et pakistanaïses, ainsi que le danger représenté par l'Afghanistan. Si la réislamisation de l'Asie centrale post-soviétique résulte d'une lourde tendance historique, il n'en demeure pas moins que le péril islamiste et djihadiste, qui existe bel et bien, n'est peut-être pas aussi imminent que l'expose René Cagnat. Nombre d'ouvrages ont prédit une « apocalypse djihadiste » en Asie centrale depuis la fin des années 1990 et l'émergence des talibans en Afghanistan, sans que ce scénario catastrophe n'advienne jusqu'à présent. L'Asie centrale est même, en dépit de son environnement stratégique et d'une population largement musulmane, une des régions où le terrorisme a fait le moins de morts dans la dernière décennie. Les nombreux départs de Centre-Asiatiques vers le « califat » de Daech depuis 2014 ont pourtant montré une réelle perméabilité au radicalisme, et un certain nombre de vulnérabilités structurelles qui pourraient devenir dangereuses.

Dans la continuité de son ouvrage *Du djihad aux larmes d'Allah*, René Cagnat dénonce l'explosion du trafic de drogues dans la région, en particulier en Afghanistan, qui entretient la corruption et sert au financement de groupes islamistes et/ou terroristes. Pour autant, sur certains points, telle « l'installation-éclair avec

des hélicoptères non identifiés de combattants de Daech dans le nord de l'Afghanistan», l'auteur semble basculer dans le sensationnalisme, voire le complotisme. L'information, impossible à vérifier et intrigante, aurait mérité une analyse détaillée et la mention des sources. Cagnat relève l'appui possible des services pakistanais à la branche afghane de Daech (en grande partie constituée d'anciens talibans pakistanais) en le surestimant probablement ; et il apparaît peu convaincant lorsqu'il évoque l'implication de la CIA dans ces vols d'hélicoptères ou dans le trafic de drogues.

Pour autant, René Cagnat a réussi son pari, avec un ouvrage qui intéressera à la fois le public averti et les novices, grâce à une construction et une écriture fort agréables, pleines d'anecdotes personnelles qui rendent le récit informatif et très vivant. De même, il livre une analyse passionnante des rapports de force internationaux qui se jouent dans une région, qui, bien que marginale et inconnue pour beaucoup, se trouve sur des lignes de fractures géostratégiques majeures pour les années à venir. Le parallèle qu'il dresse entre l'Asie centrale et l'Europe afin de souligner les bienfaits de la construction européenne tout en regrettant l'inexistence d'un tel processus en Asie centrale, s'avère également intéressant. Enfin, le style de l'auteur, inimitable et fleuri, inhabituel pour un ouvrage de ce genre, titille notre imaginaire et immerge le lecteur dans les réalités topographiques, culturelles et sociales d'une «Grande Asie centrale» en pleine ébullition.

Panpi Etcheverry

MIGRATIONS

EXILÉS DE GUERRE. LA FRANCE AU DÉFI DE L'ASILE

Julian Fernandez

Paris, Armand Colin, 2019,

192 pages

Les réfugiés suscitent une attention sans précédent en Europe de la part des responsables politiques, des médias et des citoyens depuis 2015. Il est donc naturel, et utile, que les chercheurs se joignent au débat public pour l'éclairer et se distancer de positions souvent aussi passionnées qu'irrationnelles.

L'ouvrage de Julian Fernandez parvient à décrire les enjeux du droit d'asile de manière simple et accessible sans sacrifier la justesse et la précision (de manière pourtant moins convaincante sur l'intégration ou les droits des réfugiés). Ce n'est pourtant pas là un ouvrage de vulgarisation sur l'asile, et il conviendra parfaitement aux lecteurs souhaitant entrer dans le sujet en privilégiant une approche juridique et réglementaire.

Membre de l'Association pour les études sur la guerre et la stratégie (AEGES), Julian Fernandez pose également la question – affichée dans le titre de l'ouvrage – des exilés de guerre. Nous savons depuis longtemps – depuis l'adoption de la Convention de Genève de 1951 – que la qualité de réfugié recouvre des réalités à la fois plus larges et plus restreintes que les seules situations de guerre. D'un côté, le droit d'asile peut être reconnu à des personnes fuyant leur pays pour des motifs d'opinion, ou du fait de leur genre, sans que cela survienne dans un contexte de guerre.

De l'autre, toutes les victimes de guerre et de violences généralisées ne sont pas éligibles au statut de réfugié.

La protection de l'exilé de guerre n'est donc pas systématique en France, comme dans les autres pays européens, d'autant que Julian Fernandez rappelle les mutations de la guerre depuis les années 1990. Il souligne que si les guerres «classiques» diminuent, les conflits armés non internationaux se multiplient, impliquant l'intervention d'acteurs non étatiques. Si le droit international humanitaire et le droit pénal international ont tenté de qualifier juridiquement ces «nouveaux types» de conflits, ces qualifications ne s'imposent pas aux juges de l'asile du fait de l'autonomie du droit des réfugiés.

La protection des exilés de guerre se heurte à un autre obstacle : celui de l'individualisation des craintes ou des menaces dans le pays d'origine. En Europe, le droit d'asile est un droit individuel et s'accorde mal avec une reconnaissance collective des victimes de violences indiscriminées. L'adoption de la protection subsidiaire en 2004 – protection complémentaire à celle qui résulte de la Convention de Genève – permet d'ouvrir la reconnaissance du droit d'asile à des cas plus larges d'exilés de guerre, mais elle n'échappe pas à la contrainte de la personnalisation des menaces.

L'auteur rappelle que l'Union européenne dispose des outils nécessaires pour accorder une protection aux exilés de guerre. Elle a notamment créé la protection temporaire en 2001, au lendemain d'une décennie marquée par les guerres dans les Balkans. Cette protection n'a pourtant jamais été activée, y compris lors des arrivées importantes de Syriens en 2015.

On saisit dès lors la dimension politique du droit d'asile, dont la principale contrainte est celle du chiffre. Les pays européens, dont la France, sont prêts à protéger les exilés tant que ceux-ci arrivent en nombre limité. Progressivement, le droit d'asile glisse d'un droit individuel reconnu par les instruments internationaux et européens, à un outil de gestion des flux migratoires.

Matthieu Tardis

NUMÉRIQUE

THE TECHNOLOGY TRAP. CAPITAL, LABOUR AND POWER IN THE AGE OF AUTOMATION

Carl Benedikt Frey
Princeton, Princeton University
Press, 2019, 480 pages

Carl Benedikt Frey, économiste européen qui dirige le programme sur l'avenir du travail à l'université d'Oxford, s'est fait remarquer en 2013 en publiant avec Michael Osborne *The Future of Employment. How Suceptible Are Jobs to Computerisation?* Les deux auteurs y prédisaient que 47 % des emplois aux États-Unis pourraient être tenus par des machines dans les prochaines décennies, du fait des futurs progrès dans l'Intelligence artificielle.

Dans son nouveau livre, Frey poursuit ses travaux en les inscrivant dans la longue durée. Il tente de saisir comment les avancées technologiques ont influé sur la distribution de la richesse dans les sociétés au cours de l'histoire. Il estime, au final, que le changement technologique entraîne l'amélioration des conditions de vie sur le long terme ; mais, à court terme, ce changement

peut transformer radicalement le marché du travail, et faire perdre des emplois à une partie de la population, sans aucune compensation. Un profond ressentiment animera donc ces perdants, qui n'hésiteront pas à provoquer des troubles politiques et sociaux.

Le livre est divisé en 5 parties. La première traite des technologies préindustrielles et montre que les propriétaires terriens avaient intérêt à limiter la diffusion des progrès pour conserver leurs privilèges. La deuxième partie étudie la révolution industrielle, et insiste sur les larges inégalités qu'elle a suscitées. Les dirigeants britanniques soutiennent alors les entrepreneurs pour asseoir leur suprématie commerciale, et assument de sacrifier une partie des travailleurs. Les chapitres suivants décrivent l'ère de la production de masse, durant laquelle les inégalités se réduisent et une classe moyenne émerge.

À l'inverse, dans sa quatrième partie, Frey montre que la révolution informatique provoque à nouveau de fortes tensions. Il note que les États américains où le nombre de robots a brutalement augmenté dans les entreprises ont basculé, de manière inattendue, dans le camp du candidat Trump en 2016. Il évoque enfin l'avenir dans une dernière partie, et propose quelques solutions pour limiter les risques sociaux.

L'effet de ces révolutions sur le marché du travail varie selon que les progrès sont *labor-enabling* ou *labor-replacing*. Dans le premier cas, la technologie favorise la création d'emploi, l'augmentation des revenus et la richesse d'un pays. C'est ce qui advient au cœur du xx^e siècle. Dans le second, l'innovation se substitue au travail, et la technologie menace les emplois, réduisant les ressources des employés. C'est la tendance

qui domine lors de la première révolution industrielle et aujourd'hui.

Frey livre ici un ouvrage passionnant et érudit. On pourra regretter une excessive concentration sur la Grande-Bretagne et les États-Unis. Les solutions avancées pour enrayer les effets pervers de la révolution digitale sont également quelque peu généralistes. Il est certain que l'éducation doit être mieux adaptée, les laissés-pour-compte mieux pris en charge, et la richesse redistribuée autrement. Il n'en reste pas moins que ce livre pose d'excellentes questions, et met en garde sur les conséquences que nos sociétés devraient supporter si elles négligeaient de prendre en compte le coût humain de l'automatisation de nos systèmes de production.

Jean-Christophe Noël

ASIE

XI JINPING. THE BACKLASH

Richard McGregor
Docklands, Penguin Random
House, 2019, 144 pages

Journaliste expérimenté devenu chercheur au Lowy Institute à Sydney, Richard McGregor est un analyste avisé de la scène politique chinoise, et déjà l'auteur de *The Party. The Secret World of China's Communist Rulers* (Harper Collins, 2010), récit éclairant de la vie au sein du Parti communiste chinois. Dans le présent ouvrage, succinct mais tranchant, l'auteur poursuit son histoire avec l'arrivée au sommet du pouvoir de Xi Jinping fin 2012, et la manière dont celui-ci transforme la scène politique

chinoise et dessine une place centrale pour la Chine dans le monde.

Il explique comment, sur le plan interne, Xi a réussi à consolider son pouvoir comme aucun autre leader chinois depuis Mao. Sur le plan international, Xi pilote une Chine à l'ambition ample, et ouvertement décomplexée. Si l'on peut trouver des analyses plus étayées du personnage, de la philosophie politique et du style de leadership de Xi – par exemple chez François Bougon (*Dans la tête de Xi Jinping*, Actes Sud, 2017) ou Elizabeth C. Economy (*The Third Revolution*, Oxford University Press, 2018), McGregor nous porte à réfléchir sur les conséquences et les réactions que suscitent les méthodes de l'homme fort de la Chine.

En Chine même, les ennemis politiques potentiels de Xi Jinping ne doivent, théoriquement, pas manquer. Au-delà des sources d'opposition classiques, Xi a notamment mené une lutte anticorruption qui perdure jusqu'à aujourd'hui, et a déjà touché 2,7 millions d'individus à tous les niveaux de pouvoir. Comme l'explique l'auteur, une telle transformation ne peut que créer des ennemis en interne – parmi les déchus du gouvernement, de l'armée, de l'industrie, de l'université, mais aussi parmi ceux qui dépendaient des réseaux de patronage de ces derniers. C'est donc là une entreprise dangereuse, qui explique en partie, dans un cercle vicieux, une prise de contrôle politique de plus en plus forte de la société chinoise. L'ouvrage a été publié avant l'escalade des tensions à Hong Kong, avant les élections présidentielles à Taïwan, mais ces deux développements ne feront sans doute que compliquer l'affaire pour le leader chinois.

Au niveau international, le *backlash* contre la Chine se fait aussi de plus

en plus visible, surtout en Occident. McGregor choisit quatre cas d'étude : les États-Unis, l'Australie, l'Allemagne et Singapour, pour montrer les différentes raisons pour lesquelles des États peuvent s'inquiéter de manière croissante de la Chine – qu'il s'agisse de concurrence « déloyale », de son modèle économique, de son ingérence cachée mais réelle dans les affaires politiques d'autrui, ou encore de sa militarisation et des nouveaux équilibres géopolitiques qu'elle essaie de créer.

L'auteur explique que, dans une certaine mesure, cette résistance à la Chine sert le narratif du Parti : la Chine serait une victime de l'histoire, les puissances étrangères ne cherchant qu'à saper son émergence. Néanmoins, les autorités à Pékin s'inquiètent d'un front uni antichinois et se mobilisent pour le préempter – à travers l'isolement ou la punition de certains, ou des arrangements accommodants avec d'autres. Après tout, il semble que seuls les États-Unis puissent se permettre une confrontation directe avec la Chine aujourd'hui, et y être prêts. Et encore...

John Seaman

L'ASIE DU SUD-EST. ÉMERGENCE D'UNE RÉGION, MUTATION DES TERRITOIRES

Nathalie Fau

et Manuelle Franck (dir.)

Malakoff, Armand Colin, 2019,

448 pages

Cet ouvrage collectif est destiné aux étudiants passant le CAPES d'histoire-géographie : il ne sort pas de cette épure, restant un ouvrage universitaire. Il ne faut donc pas attendre des auteurs qu'ils présentent des thèses audacieuses ou des analyses prospectives

innovantes. Le ton est donné dès le départ avec une introduction qui reprend les différents ouvrages dédiés à la région en France pour la présenter à grands traits. On peut regretter que ce parti pris ne mette pas assez en valeur la spécificité et l'intérêt de cette région interface, mais il s'explique par la nécessité de faire vite tout en frappant juste et efficace pour les candidats.

Efficace, ce livre l'est donc pour ceux qui découvriront la région, et auront besoin, dans les contraintes de temps d'un concours, d'appréhender un maximum de connaissances. Le découpage des chapitres est clair (on s'étonne cependant de trouver la géographie politique avant la géographie spatiale en première partie, et les territoires de l'urbain en quatrième partie alors qu'il aurait semblé logique de placer cette partie après, ou dans la géographie spatiale), et de nombreux aspects sont traités : géographie donc, développement, intégration régionale et changements sociétaux (le chapitre 9 reprend des travaux antérieurs sans donner une image vraiment à jour des dynamiques sociétales). On peut seulement regretter que les évolutions politiques soient à peine traitées en partie 1, alors qu'elles semblent constituer une clef de compréhension intéressante.

Cartographie, infographie et bibliographie sont assez complètes. On appréciera par exemple le tableau consacré à la population dans les deltas, données qu'on ne trouve pas fréquemment (la source manque, toutefois), de même que les cartes sur les espaces transfrontaliers et transnationaux : elles apportent un complément d'informations très utile et assez rare. On regrette cependant l'absence de certains grands auteurs anglo-saxons, tels Amitav Acharya ou Jürgen Ruland qui ont apporté, par leurs travaux, une analyse novatrice de la région.

C'est peut-être cela le défaut de cet ouvrage : présenter une succession de connaissances insuffisamment reliées entre elles, ou projetées dans une problématique commune à laquelle les différents spécialistes auraient pu se référer. Le résultat est certes fonctionnel si l'on s'intéresse à un sujet particulier, mais sans lien fort entre l'ensemble des sujets abordés. L'Asie du Sud-Est est une région dont la complexité d'ensemble n'apparaît sans doute pas ici suffisamment. On aurait également apprécié un chapitre conclusif plus nerveux, moins descriptif et plus prospectif : la modernité de l'Asie du Sud-Est n'est pas assez visible, une modernité parfois débridée, presque fébrile et tournée vers un avenir qui annonce de nouveaux défis.

À l'homme d'affaires pressé et avide d'une analyse nerveuse et prospective, à l'expert qui souhaite approfondir tel point, au curieux soucieux de comprendre les enjeux d'une région sensible et cruciale dans les équilibres mondiaux, ce livre n'apportera peut-être pas d'analyse décisive. Il sera, en revanche, précieux à l'étudiant impatient.

Sophie Boisseau du Rocher

RUSSIE

**LE FUTUR DU MONDE GLOBAL.
LE TESTAMENT POLITIQUE DE GORBATCHEV**
Mikhaïl Gorbatchev
Paris, Flammarion, 2019, 216 pages

On attend trop d'un texte sous-titré par l'éditeur «le testament politique de Gorbatchev» : le bilan d'une

exceptionnelle expérience, une analyse informée et acérée du présent, une anticipation visionnaire...

À ces titres, ce court texte déçoit, parfois même comme une copie de Sciences-Po trop pressée de décrire le monde en quelques pages. Mais il témoigne aussi pour quelques analyses, quelques obsessions permettant d'approcher les raisonnements de la Russie d'aujourd'hui.

À tout seigneur, tout honneur : l'obsession nucléaire, ou plutôt anti-nucléaire, occupe ici une place héritée des discours soviétiques et de l'expérience des accords de désarmement de la fin des années 1980. Le nucléaire est toujours identifié par Gorbatchev comme la menace majeure pesant sur l'humanité d'aujourd'hui, et il en appelle, contre les unilatéralismes américains, à la reprise de négociations tous azimuts.

Plus intéressante, même si pas nouvelle, l'analyse de la dérive internationale qui a suivi la liquidation de la guerre froide. La fin de la bipolarité, insiste Gorbatchev, fut une décision négociée, une victoire commune, que s'est appropriée l'Occident, un Occident arrogant qui a voulu redéfinir le monde autour de ses propres intérêts, d'un pseudo-universalisme négligeant ceux des plus faibles – dont la Russie.

Une Russie dont les ouvertures n'ont jamais été saisies ; dont les intérêts n'ont jamais été considérés ; et vis-à-vis de laquelle les engagements – en particulier sur la non-extension à l'est de l'OTAN – ont vite été négligés. L'OTAN s'est prise pour le monde ; et l'Union européenne pour l'Europe, comme en témoigne la négociation sur l'accord d'association avec l'Ukraine

sans nulle considération des intérêts majeurs de Moscou dans l'affaire.

Cette Russie, elle s'est pourtant considérablement renforcée sous la présidence de Vladimir Poutine, à qui Gorbatchev rend un hommage appuyé – à peine affecté d'une légère critique pour accès d'autoritarisme. « Notre peuple est plus démocratique que vous pensez »..., mais la transition vers la démocratie effective sera encore longue.

Quant à la politique étrangère russe, elle ne demande ni reconstitution de l'empire, ni formation d'une zone d'influence : Moscou veut simplement être considérée – et le discours de Munich de Vladimir Poutine est endossé pleinement par Mikhaïl Gorbatchev, qui n'y lit pas l'agressivité dénoncée par des Occidentaux surpris par le « retour » russe.

Quant aux propositions pour gouverner « un monde global », elles ne constituent pas la partie la plus passionnante de l'ouvrage, tant elles sont... globales : désarmement, écologie, social-démocratie, articulation de la politique et de l'impératif moral, revitalisation de l'ONU, sans guère de réflexion, hors ONU, sur une possible institutionnalisation de cette gouvernance mondiale.

Le texte se clôt sur un vibrant hommage de l'Allemagne et des relations germano-russes. C'est là certes la logique d'un texte probablement rédigé à destination d'un public allemand – où François Mitterrand n'est mentionné qu'en passant, une fois, dans sa réticence à la réunification de son voisin. Mais c'est aussi significatif de la liaison intime et stratégique entre les deux pays – une liaison sans doute vouée à dépasser les oppositions

conjoncturelles : Berlin et Moscou se voient bien comme les deux puissances centrales du continent, même si Paris affecte de ne pas s'en rendre compte...

Dominique David

**RUSSIA'S CRONY CAPITALISM.
THE PATH FROM MARKET ECONOMY
TO KLEPTOCRACY**

Anders Aslund
New Haven, Yale University Press,
2019, 336 pages

L'économiste Anders Aslund a conseillé l'équipe d'Egor Gaïdar au début de la transition russe (1991-1994). Depuis lors, il a suivi régulièrement l'évolution économique de la Russie. C'est à ce titre qu'il publie ce livre en forme de bilan de vingt années au pouvoir de Vladimir Poutine.

Le bilan est critique, amer et pessimiste, au moins pour le court terme. Critique, il analyse les transformations récentes du capitalisme russe, dont les structures se sont polarisées autour d'un petit nombre d'acteurs et de secteurs privilégiés par le sommet du pouvoir, et qui empêchent son développement. Amer, il soutient que cette évolution n'était pas inéluctable : partant d'une période – les années 1990 – durant laquelle « la Russie n'avait jamais été aussi libre, ouverte et colorée », l'économie a basculé, à partir de 2003-2004, vers un « capitalisme de connivence » (*crony capitalism*).

Pessimiste, l'auteur l'est donc à court terme, car la tendance qu'il entrevoit ne remet pas en cause l'évolution structurelle du pays, du moins tant que le pouvoir actuel reste en place : le problème principal étant que « l'État a été

capturé par un petit groupe de hauts responsables », et il n'est pas possible d'envisager des réformes économiques efficaces avec l'équipe en place.

Dans la première partie de l'ouvrage, l'auteur distingue trois cercles de proches du président : les responsables de la sécurité nationale (*Siloviki*), les PDG des grands groupes industriels publics, et les « compères affairistes » de toujours. Au sein de ces trois groupes, le critère de sélection est la loyauté et la discrétion, bien davantage que l'efficacité. Dans le détail, les principales décisions sont prises au Conseil de sécurité, qui ne compte que douze membres. Les corps législatifs et intermédiaires sont supposés fonctionner comme des chambres d'enregistrement et des organes d'application.

Les chapitres suivants présentent les principaux acteurs du nouveau capitalisme russe. Entreprises et banques publiques sont montées en puissance et relayent désormais la politique de l'État dans leurs domaines respectifs. L'insertion internationale de l'économie russe en est affectée : les mouvements entrants et sortants de capitaux reflètent les arbitrages des grands groupes et des principales fortunes de Russie, qui tiennent à l'écart du pays une partie de leur richesse, en dépit des appels à la « nationalisation des élites ». Depuis l'annexion de la Crimée et le conflit ukrainien, l'auteur considère que l'économie russe tend à se déglobaliser, comme le traduit la politique de substitution aux importations annoncée en 2011, et amplifiée depuis 2015.

L'ouvrage fournit un volume important d'informations, parfois de seconde main, qui permettent d'entrer dans la fabrique du capitalisme russe. Malheureusement, il est entaché

de jugements hâtifs, telle l'assimilation de l'accroissement du rôle de l'État au développement de la corruption, comme si les années 1990, durant lesquelles l'État s'est effondré comme institution n'avaient pas été aussi celles où la corruption a provoqué le plus de dégâts économiques et sociaux. La simplification à outrance des questions institutionnelles est un travers partagé par nombre d'économistes qui, de près ou de loin, ont influencé les premières réformes post-soviétiques.

Julien Vercueil

MONDE ARABE

BOUTEFLIKA. L'HISTOIRE SECRÈTE

Farid Alilat

Monaco, Éditions du Rocher, 2020,
400 pages

On lit ici l'histoire d'un homme singulier. Né au Maroc dans une famille assez peu portée à la révolte anticolonialiste – il sera traité de « Marocain » jusqu'au bout de sa vie politique –, tard rallié à la cause du Front national de libération (FLN), pris sous la protection de l'armée « extérieure » et particulièrement de Boumediene, ministre de Ben Bella, complice du coup d'État qui le renverse, affiche internationale d'une Algérie-locomotive du tiers-monde dans les années 1970...

Brillant ministre des Affaires étrangères intégré aux cercles prestigieux de la diplomatie mondiale, Bouteflika croit son heure venue lors de la succession non préparée de Boumediene, d'où il est exclu par l'armée. Signe

de relations difficiles, contradictoires, avec la puissance qui détermine, depuis l'indépendance, le destin du pays. L'histoire de Bouteflika, son style de travail pour le moins désinvolte, quelques affaires de détournement de fonds du ministère, lui aliènent l'appui des militaires-faiseurs-de-roi. Suit un exil haché, entre Golfe, Suisse, États-Unis..., qui dure jusqu'à ce que son nom soit redécouvert par une partie des militaires, soucieux de trouver une sortie à leur administration provisoire issue de l'annulation des législatives remportées par le Front islamique du salut (FIS) au début des années 1990. Peu soucieux de prendre en charge une situation complexe sans bénéficiant de l'appui sans arrière-pensée de l'armée, Bouteflika se dérobe en 1994, ce qui lui vaut de creuser l'hostilité à son encontre d'une bonne partie du haut commandement. On ne retrouvera son nom que lorsque Liamine Zeroual quittera volontairement le pouvoir, avec l'élection de 1999.

S'installe dès lors à la présidence un animal politique « maître-chanteur avec les militaires, arrogant vis-à-vis des Algériens, méprisant à l'encontre de ses adversaires politiques et de mauvaise foi avec tout le monde ». Les pages qui suivent sa gestion du pouvoir sont révélatrices du fonctionnement autocratique du système : valse des Premiers ministres, décisions économiques erratiques, fonctionnement hyper-personnalisé d'un dirigeant fantaisiste, corruption généralisée, captation du pouvoir par un petit cercle de plus en plus familial.

La narration de l'histoire-Bouteflika éclaire plus le fonctionnement du pays que les errances de l'homme. Les pages ici consacrées à la réforme de la Constitution qui permet au président de s'accrocher au pouvoir, puis à son

maintien en dépit de l'accident vasculaire cérébral de 2013, enfin à la tragi-comédie du «5^e mandat», permettent d'approcher un système politique complexe, où l'armée tient le haut du pavé, mais dans un montage d'intérêts et de fidélités contradictoires. On peut repérer les principaux personnages du théâtre d'ombres, mais sans saisir vraiment leurs motivations, au-delà d'intérêts personnels souvent changeants.

L'Algérie a désormais un nouveau président – élu certes, mais l'histoire de la manipulation des élections précédentes

laisse inévitablement rêveur sur la dernière –, que Bouteflika n'avait gardé Premier ministre que 80 jours. Le Grand Manipulateur Gaïd Salah, soutien indéfectible puis fossoyeur du pouvoir de Bouteflika, y a laissé la vie. Quelques ministres, entrepreneurs, ont été prestement condamnés avec le frère de l'ancien président : mais on voit clairement à la lecture de ces pages que le système perdure, que sa complexité empêche sans doute qu'il soit réformé en détail. Et si Bouteflika est déjà dans l'histoire, c'est d'abord comme son plus illustre représentant.

Dominique David